

No. 42791

**United Nations
and
Democratic Republic of the Congo**

Agreement between the United Nations and the Democratic Republic of the Congo on the status of the military and civilian police personnel of the United Nations Operation in Burundi (ONUB) temporarily redeployed to the Democratic Republic of the Congo. Kinshasa, 6 June 2006

Entry into force: *6 June 2006 by signature, in accordance with paragraph 6*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 6 June 2006*

**Organisation des Nations Unies
et
République démocratique du Congo**

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la République démocratique du Congo concernant le statut des personnels militaires et de police civile de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) temporairement redéployés en République démocratique du Congo. Kinshasa, 6 juin 2006

Entrée en vigueur : *6 juin 2006 par signature, conformément au paragraphe 6*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *d'office, 6 juin 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO CONCERNANT LE STATUT DES PERSONNELS MILITAIRES ET DE POLICE CIVILE DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES AU BURUNDI (ONUB) TEMPORAIREMENT REDÉPLOYÉS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Attendu que le 4 mai 2000, l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République démocratique du Congo ont signé l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la République démocratique du Congo concernant le statut de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (l' "Accord sur le statut des forces");

Attendu que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1650 (2005) du 21 décembre 2005, a autorisé, dans le respect des conditions spécifiées au paragraphe 5 de cette même résolution, le redéploiement temporaire de personnels militaires et de police civile entre l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), en tenant compte de la nécessité d'assurer l'exécution effective des mandats actuels de ces missions;

Attendu que le Gouvernement de la République démocratique du Congo donne par la présente son consentement au redéploiement temporaire en République démocratique du Congo de personnels militaires et de police civile en poste auprès de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB);

Souhaitant rendre les dispositions de l'Accord sur le statut des forces applicables mutatis mutandis à ces personnels militaires et de police civile au cas où ils seraient temporairement redéployés en République démocratique du Congo et pour la durée dudit redéploiement;

Souhaitant également prendre des arrangements concernant le traitement de l'appui logistique fourni par la MONUC ou par ses contractants aux personnels militaires et de police civile ainsi redéployés;

L'Organisation des Nations Unies et la République démocratique du Congo sont convenues de ce qui suit :

1. Les dispositions de l'Accord sur le statut des forces s'appliqueront mutatis mutandis aux personnels militaires et de police civile en poste auprès de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) qui pourraient être temporairement redéployés en République démocratique du Congo comme suite et conformément aux dispositions de la résolution 1650 (2005) du Conseil de sécurité, en date du 21 décembre 2005, pendant toute la durée d'un tel redéploiement.

2. Aux fins des dispositions de l'Accord sur le statut des forces, rendues applicables aux personnels militaires et de police civile en poste auprès de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) qui pourraient être temporairement redéployés en République démocratique du Congo, les mentions dans l'Accord du "Représentant spécial" doivent être entendues désigner le Représentant spécial du Secrétaire générale des Nations Unies pour

la République démocratique du Congo et chacun des membres de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) ou de l'ONUB auxquels le Représentant spécial aura pu déléguer des attributions ou pouvoirs précis.

3. Les équipements, approvisionnements, fournitures, carburants, matériels et autres biens, y compris les pièces détachées et les moyens de transport qui seront importés et dédouanés en franchise ou achetés localement par la MONUC pour l'usage des personnels militaires et de police civile en poste auprès de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) temporairement redéployés en République démocratique du Congo seront, aux fins des dispositions de l'Accord sur le statut des forces, rendues applicables à ces personnels, réputés être importés et dédouanés en franchise ou achetés par ces personnels pour leur propre usage exclusif et officiel.

4. Les équipements, approvisionnements, fournitures, carburants, matériels et autres biens, y compris les pièces détachées et les moyens de transport qui seront importés et dédouanés en franchise ou achetés localement par la MONUC ou par des contractants pour l'usage exclusif et officiel de la MONUC et qui seront ultérieurement transférés par la MONUC à des personnels militaires et de police civile en poste auprès de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) temporairement redéployés en République démocratique du Congo seront, aux fins des dispositions de l'Accord sur le statut des forces, rendues applicables à ces personnels, par la suite réputés à tout moment avoir été importés et dédouanés en franchise ou achetés par ces personnels ou par les contractants concernés pour l'usage exclusif et officiel de ces personnels et avoir été exclusivement ainsi utilisés.

5. L'engagement pris par le Gouvernement au paragraphe 21 de l'Accord sur le statut des forces d'aider, dans la mesure du possible, la MONUC à se procurer les équipements, approvisionnements, fournitures, carburants, matériels et autres biens devant être utilisés exclusivement pour assurer sa subsistance et conduire ses opérations sera interprété comme s'appliquant également aux équipements, approvisionnements, fournitures, carburants, matériels et autres biens, y compris les pièces détachées et les moyens de transport, devant être utilisés exclusivement pour la subsistance et les opérations des personnels militaires et de police civile en poste auprès de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) temporairement redéployés en République démocratique du Congo.

6. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.
Fait à Kinshasa, ce 6ème jour de Juin 2006 en deux exemplaires en langue française.

Pour l'Organisation des Nations Unies :
Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République
démocratique du Congo,
WILLIAM LACEY SWING

Pour le Gouvernement de la République démocratique du Congo :
Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale,
RAYMOND RAMAZANI BAYA

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS AND THE
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO ON THE STATUS OF THE
MILITARY AND CIVILIAN POLICE PERSONNEL OF THE UNITED
NATIONS OPERATION IN BURUNDI (ONUB) TEMPORARILY
REDEPLOYED TO THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

Whereas, on 4 May 2000, the United Nations and the Government of the Democratic Republic of the Congo signed the Agreement between the United Nations and the Democratic Republic of the Congo on the status of the United Nations Mission in the Democratic Republic of the Congo (“Agreement on the Status of Forces”);

Whereas the Security Council, in its resolution 1650 (2005) of 21 December 2005, authorized, subject to the conditions specified in paragraph 5 of that resolution, the temporary redeployment of military and civilian police personnel among the United Nations Operation in Burundi (ONUB) and the United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo (MONUC), taking into account the need to ensure effective performance of the current mandates of those missions;

Whereas the Government of the Democratic Republic of the Congo hereby gives its consent to the temporary redeployment to the Democratic Republic of the Congo of military and civilian police personnel serving with the United Nations Operation in Burundi (ONUB);

Wishing to make the provisions of the Agreement on the Status of Forces applicable *mutatis mutandis* to such military and civilian police personnel, in the event of their being temporarily redeployed to the Democratic of the Congo, for the duration of the said redeployment;

Wishing also to make arrangements concerning the treatment of the logistic support provided by MONUC or by its sub-contractors to the military or civilian police personnel so redeployed;

The United Nations and the Democratic Republic of the Congo have agreed as follows:

1. The provisions of the Agreement on the Status of Forces shall apply *mutatis mutandis* to the military and civilian police personnel serving with the United Nations Operation in Burundi (ONUB) who may be temporarily redeployed to the Democratic Republic of the Congo, in consequence of and in accordance with the provisions of Security Council resolution 1650 (2005) dated 21 December 2005, throughout the duration of such redeployment.

2. For the purposes of the Agreement on the Status of Forces, rendered applicable to the military and civilian police personnel serving with the United Nations Operation in Burundi (ONUB) who may be temporarily redeployed to the Democratic People's Republic of the Congo, references to “the Special Representative” in the Agreement shall be understood to designate the Special Representative of the Secretary-General for the Democratic Republic of the Congo and any member of the United Nations Mission in the Democratic Republic of the Congo (MONUC) or of the ONUB to whom the Special Representative may

have delegated specific duties or powers.

3. Equipment, provisions, supplies, fuel, materials and other goods including spare parts and vehicles, which will be imported and cleared through customs duty-free or purchased locally by MONUC for the use of the military or civilian police personnel serving with the United Nations Operation in Burundi (ONUB) temporarily redeployed to the Democratic Republic of the Congo, shall, for the purposes of the provisions of the Agreement on the Status of Forces rendered applicable to such personnel, be considered to have been imported and cleared through customs duty-free or purchased by such personnel for their own exclusive and official use.

4. Equipment, provisions, supplies, fuel, materials and other goods, including spare parts and vehicles that will be imported and cleared through customs duty-free or purchased locally by MONUC or by sub-contractors for the exclusive and official use of MONUC, and which will subsequently be transferred by MONUC to the military and civilian police personnel serving with the United Nations Operation in Burundi (ONUB) temporarily redeployed to the Democratic Republic of the Congo, shall, for the purposes of the Agreement on the Status of Forces rendered applicable to such personnel, be subsequently considered at all times to have been imported and cleared through customs duty-free or purchased by such personnel or by the sub-contractors concerned for the exclusive and official use of such personnel and to have been exclusively so used.

5. The undertaking entered into by the Government in paragraph 21 of the Agreement on the Status of Forces to assist MONUC as far as possible in obtaining equipment, provisions, supplies, fuel, materials and other goods to be used exclusively for its subsistence and operations shall be interpreted as applying also to equipment, provisions, supplies, fuel, materials and other goods, including spare parts and vehicles, to be used officially and exclusively for the subsistence and operations of the military and civilian police personnel serving with the United Nations Operation in Burundi (ONUB) temporarily redeployed in the Democratic Republic of the Congo.

6. This Agreement shall enter into force on the date of its signature by both parties.

Done at Kinshasa on 6 June 2006 in two copies in French.

For the United Nations:
Special Representative of the Secretary-General for the Democratic
Republic of the Congo,
WILLIAM LACEY SWING

For the Government of the Democratic Republic of the Congo:
Minister for Foreign Affairs and International Cooperation,
RAYMOND RAMAZANI BAYA

